



PIERRE MANSAT

Président du Conseil d'administration
de l'Atelier International du Grand Paris

Huit ans après la consultation internationale «le Grand pari(s) de l'agglomération parisienne» le fait métropolitain s'est imposé, tant dans le champ politique et institutionnel que dans celui de la pensée.

Initiée par Bertrand Delanoë dès 2001, la réflexion sur la métropolisation a été accélérée par la consultation qui a constitué un véritable souffle d'air frais dans la pensée urbaine.

Huit ans après, une institution politique la Métropole du Grand Paris et 12 territoires ont été mis en place. On peut certes en critiquer le périmètre et les compétences mais il s'agit d'une avancée majeure pour l'action politique complexe qu'exige la métropolisation.

Huit ans après, les travaux du Grand Paris Express, première ligne de métro en rocade autour de Paris, sont lancés. Premier acte majeur vers une métropole profondément polycentrique, c'est-à-dire plus facile à vivre pour ses habitants.

Sept ans après, en 2015 pour la première fois depuis bien longtemps la construction de logement a fortement progressé dans le Grand Paris, atteignant les 70 000 logements prévus. Mais il faudra tenir ce rythme dans la durée...

Huit ans après la façon de faire la ville se renouvelle en profondeur : «Réinventer Paris», «Réinventer la Seine», «Inventons la métropole» «Arc de l'innovation».

Huit ans après, la vallée de la Seine est clairement identifiée comme un lieu essentiel de développement.

Huit ans après, les 1000 lieux du Grand Paris deviennent réalité à travers près de 1000 projets très concrets.

Huit ans après, le travail en commun des architectes-urbanistes avec les experts (paysagistes, économistes, sociologues etc...) qui était une nouveauté en 2008 est devenue monnaie courante.

Huit ans après les 10 puis 15 équipes constituant le Conseil scientifique de l'Atelier International du Grand Paris –connues ou moins connues– travaillent toutes sur les territoires du Grand Paris et mettent en œuvre leurs pensées, propositions et façon de faire.

Huit ans après, le droit à l'urbanité, les rhizomes, le remodelage, l'embellissement, la ville poreuse, la nature en ville, la métropole douce et durable sont au cœur des réflexions.

Huit ans après la Seine Saint Denis –dont on connaît les difficultés– et sa relation à Paris, sont au cœur d'un projet exaltant : la candidature aux Jeux Olympiques de 2024.

Huit ans après l'État, dont on regrettait le désinvestissement a retrouvé sa place dans l'aménagement du Grand Paris (SGP, CDT, CIN, GPA...).

Tout au long de ces huit années, architectes, urbanistes, experts divers ont continué à approfondir les questions liées à l'avenir du Grand Paris (même si leurs travaux n'ont pas eu l'écho qu'ils méritaient.)

La nécessité d'un lieu libre, foisonnant, iconoclaste est plus que jamais nécessaire. Car la question spatiale est au cœur des enjeux de l'avenir du Grand Paris, c'est pour ces raisons que je plaide pour un AIGP, profondément renouvelé.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





FINN GEIPEL

Architecte - Urbaniste

JOSEPH HANIMANN

Philosophe

Mandataire et membre de l'équipe LIN,

Finn Geipel + Giulia Andi

Été 2008, le projet « Grand Paris – Métropole Post-Kyoto » est lancé, une dynamique est née. Il s'agissait notamment de répondre à l'absence de liant entre des réalités urbaines discontinues, incompréhensibles et porteuses de tensions en région parisienne. Cela appelait des actions aux échelles diverses, à la fois concrètes et discrètes. Où en est cette dynamique aujourd'hui ? Elle a permis de souligner certains problèmes et enjeux mais sur le fond du projet c'est une autre histoire.

Au lancement de la consultation internationale, le nom de « Grand Paris Métropole Post-Kyoto » contenait deux promesses. Celle d'abord de lire la ville et sa banlieue comme un ensemble formant une métropole-monde. Tenant compte de la réalité des modes de vie, des formes urbaines et architecturales, des pôles d'intensité et des morceaux plus légers, du « déjà-là » des situations qui cohabitent, il fallait savoir lire pour ensuite lier, donner une consistance métropolitaine au territoire et une unité qui éviterait l'uniformisation. La seconde promesse était celle d'inciter cette métropole à devenir pionnière en termes de « sustainability », non seulement au sens climatique, environnemental, énergétique, mais aussi politique, sociétal, culturel.

L'évolution vers cette double promesse est difficile à quantifier et à mesurer. Elle serait plutôt de l'ordre du « sentir ». Il y a, bien sûr, des projets concrets comme le Grand Paris Express, ce réseau de métro long de 200 km comptant 68 nouvelles gares. Il y a aussi des grands projets de transformation plus localisés comme le plateau de Saclay ou la plaine Saint-Denis. Il y a la constitution administrative de la Métropole du Grand Paris sur 814km² comprenant Paris, la petite et quelques communes de la grande couronne. Cependant il faut encore prendre en compte l'ensemble du territoire, près de 3500km² dans une approche globale, constituant ainsi le récit qui serait celui de cette métropole-monde.

Les grands récits fondés sur une densité historique ont comme référents la nation, la ville, parfois une région. Les métropoles en revanche n'ont guère de récit. Elles ont la mémoire courte, le fonctionnement à la fois efficace et chaotique, la productivité massive, l'impact lourd, l'imaginaire fragmenté,

enclavé, parfois vide. Cela est particulièrement vrai pour l'agglomération parisienne avec ses opulentes sources narratives au centre et ses marges restées muettes parsemées de quelques hauts-lieux emblématiques.

Le potentiel y est pourtant. Il faut se saisir de ce qui fait le multiple, le pluriel, agir avec lui et pour lui, en faire les atouts pour la transformation et la création d'une identité grand-parisienne. À l'époque de la « ceinture rouge » autour de Paris, on allait au théâtre de Gennevilliers, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, aux Amandiers de Nanterre pour écouter une parole qu'on n'entendait guère dans les théâtres parisiens. Elle n'était pas contraire à ce qui se disait dans ces derniers, mais elle disait les conflits humains, les rêves individuels et collectifs d'une manière particulière. De même, quand l'ambassadeur américain Charles Rivkin en poste à Paris en 2010 se faisait une spécialité de nouer des contacts directs avec des habitants et associations de Villier-le-Bel, de Bondy et d'ailleurs, c'était pour y rencontrer une des parties les plus inventives et les plus vivantes de la population.

Notre regard et nos manières de faire ville doivent donc évoluer si nous voulons infléchir positivement les mutations métropolitaines.

La métropole se présente comme une échelle pertinente pour cela. Et l'agglomération parisienne avec son contraste marqué entre forte homogénéité au centre et vaste diversité tout autour offre un terrain particulièrement riche. C'est dans les interstices de l'existant, à l'abri de l'unification forcée, du laisser-aller indifférent et de la ségrégation revendicative, que peut naître un esprit métropolitain.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





ROBERT SPIZZICHINO

Ingénieur-Urbaniste

Membre de l'équipe Les Urbanistes Associés /

Devillers et Associés

Le Grand Paris à l'aune des défis des métropoles mondiales

Déjà la COP 21 et le Pacte d'Amsterdam pour un agenda urbain européen, bientôt la conférence Habitat III pour un agenda urbain mondial, autant d'évènements majeurs, plus ou moins bien connus du grand public, qui interrogent sur la place des villes dans la solution des problèmes critiques de ce siècle. Les grandes métropoles mondiales du Nord et du Sud se voient attribuer une responsabilité particulière dans cette recherche de solutions, du fait de leur taille certes, mais aussi parce qu'elles jouent un rôle majeur dans la croissance mondiale et qu'elles sont très exposées médiatiquement. Chacun s'accorde à dire que nous nous trouvons à un moment charnière où c'est bien notre modèle de développement qui est en cause : Compétitivité et concurrence, ou solidarité, soutenabilité et coopération. C'est ainsi qu'un des points majeurs de discussion de la conférence Habitat III porte sur la reconnaissance d'un droit à la ville pour tous, que contestent bien des États du Nord. De plus, la métropolisation actuelle et ses effets négatifs, comme produit du capitalisme financier, est souvent désignée comme la cause du mal vivre urbain.

Les principaux défis communs que doivent relever les grandes métropoles mondiales ont été déterminés :

- La fin du séparatisme social et de la spéculation,
- La conduite, à marche forcée, de la transition écologique,
- Le traitement de la pauvreté urbaine, et le droit à l'habitat décent
- L'accueil digne des migrations inéluctables de tous types
- La mise en place de formes modernes de démocratie participative associant les habitants à la conception et à la réalisation des projets

Il suffit d'être à l'écoute pour constater à quel point les attentes vis-à-vis de la France et du Grand Paris sont importants chez bien des pays pour aider à définir et à mettre en place des solutions adaptées.

Quels signaux a envoyé jusqu'ici le Grand Paris aux autres métropoles souvent regroupées dans plusieurs réseaux métropolitains constitués comme lobbies internationaux et plateformes de coopération et d'échanges ?

- Des signaux positifs : La maîtrise des technologies nouvelles avec le souci de les contrôler au service de l'intérêt général, sa grande expérience en

matière de « politique de la ville », mais aussi la richesse des propositions formulées par ses chercheurs, ses professionnels et ses urbanistes (l'AIGP y a tenu toute sa place).

- Des signaux négatifs : L'absence de démocratie réelle dans les nouvelles institutions et dans l'élaboration d'un projet métropolitain, un accueil très insuffisant des réfugiés du Moyen Orient, la banalité des actions en matière de transition écologique, rien de très sérieux contre le séparatisme social.

Mais rien n'est encore perdu : la présence diplomatique de la France reste forte ; la maire de Paris pourrait jouer un rôle éminent dans un des regroupements métropolitains importants ; dans tous les débats, une capacité énorme d'initiative citoyenne s'est révélée, et le projet métropolitain reste à faire. On nous observe.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





ROLAND CASTRO

Architecte - Urbaniste

Associé à Christian de Portzamparc en 2008

Membre de l'équipe TVK Trévelo et Viger-Kohler /

Acadie / Güller Güller / Bas Smets

“

Je rêve d'un Grand Paris
Multipolaire, avec intérêt public réparti partout
L'Elysée à Saint Denis
Les Ministères en banlieue
Tous les quartiers remodelés et désenclavés
L'urbanité pour tous
Des projets liés à des évènements géographiques
Pas simplement administratifs
Une poésie des lieux qui primerait tout
Le Parc de la Courneuve en Central Park en serait la métaphore
Le dessin le plus beau de tous les espaces publics
Des artistes architectes étant enfin écoutés
Dans un collège ayant l'autorité culturelle
D'où pourrait se bâtir une autorité politique
Dont l'emblème serait un Maire du Grand Paris élu au suffrage universel
Laboratoire mondial de la ville d'avenir, à la fois, intense et agreste
Lieu de refabrication d'une citoyenneté
Intelligente, à la fois jacobine pour le régalien, et girondine
Pour l'initiative locale
Un laboratoire de la pleine activité
Un laboratoire de la laïcité
Un laboratoire de la bonne urbanité pour tous
Un modèle de ville monde
Ce serait la fin de l'apartheid urbain
Ce serait une ville du mélange
À dire le vrai, ce Grand Paris là suppose un bouleversement politique
Des retrouvailles avec la République
La fin des communautarismes religieux
La refonte de l'instruction publique
Un grand renouvellement politique
Et des retrouvailles avec la grandeur du pays en Europe

”

Le
Grand
Paris



ans
plus tard

ATELIER
INTERNATIONAL
DU GRAND
PARIS

Palais de Tokyo
13 avenue du Président Wilson
75116 Paris



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr



ANTOINE BRÈS

BÉATRICE MARIOLLE

Architectes - Urbanistes

Mandataires de l'équipe BMCA/ Brès + Mariolle
et Chercheurs Associés

Une métropole au choix, avec les jeunes d'aujourd'hui

La ville, une figure parmi d'autres du bien vivre en métropole

La condition métropolitaine se distingue de la condition citadine par la diversité des espaces qui la composent, entre ville et campagne, et des modes de vie de ses habitants et passants qui en font la substance. La métropole englobe ainsi une grande diversité de lieux dont nous partageons tous les multiples ressources mais suivant des combinaisons personnelles et inédites, dans l'espace et dans le temps. Que nous séjournions en centre-ville ou en grande couronne, nous vivons ainsi à la fois dans un rapport de très grande proximité et selon une grande diversité de destinations, dispersées au gré de nos relations et liées à nos autres motifs de déplacement (achat, loisirs, famille...).

L'objectif ne se limite donc pas à densifier ce qui est déjà aggloméré, à y concentrer les fonctions et à dissocier ainsi un peu plus un centre hypothétique de ses couronnes périurbaines et rurales ; mais plutôt de répartir mieux les logements et les emplois dans l'ensemble de la métropole et d'associer plus étroitement les territoires dans une logique d'interdépendance au service de la transition écologique.

C'est le Grand Paris au choix qui est ainsi à imaginer à partir du déjà-là, qui permettra d'échapper simultanément à la sclérose du centre historique et à la fatalité pavillonnaire, et qui fera que la ville sera une figure parmi d'autres du bien vivre la métropole.

TEPOP (Territoires à Energie POPulaire) : pour la métropole des «small acts»

La métropole du Grand Paris offre une opportunité historique de réparer les inégalités spatiales, de renouveler les formes et les acteurs du débat. L'implication des jeunes dans les enjeux climatiques et environnementaux est à l'évidence déterminante si l'on veut mettre en place des processus et des projets sur le long terme, un préalable à l'édification d'une métropole écologique.

C'est dans cette perspective que, en co-conception avec les jeunes des quartiers populaires, nous avons esquissé ce que pourrait être la métropole solidaire de la sobriété énergétique. A Nangis, à la Courneuve, à Bagnolet, à Créteil, à Bondy, à Meulun et à la Grande Halle de la Villette, des ateliers, organisés avec des associations locales, des élus et les étudiants de l'école d'architecture de Paris Belleville, ont permis l'émergence d'une multitude de petites projets. C'est la métropole des small acts, suivant l'expression de Fran Tonkis , qui se réalise par une mise en scène de sa transformation écologique au travers d'actions innovantes et créatives, portées et réalisées par les jeunes et qui vient hybrider tous les grands projets : des « station de services » conçues à partir des arrêts de bus, au-delà du réseau des gares et des transports lourds; des « monuments locaux » que les jeunes se sont appropriés dans leur quartier.

La métropole du Grand Paris doit initier un nouveau vocabulaire des espaces publics autour du sport, de la rencontre, de l'en-commun.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





SABRI BENDIMÉRAD

Architecte

MONIQUE ELEB

Sociologue

ANDREI FERARU

architecte urbaniste

PHILIPPE SIMON

architecte

Membres de l'équipe MVRDV avec AAF et ACS

Depuis 2008, du huit au huit, un Grand Paris « déjà-là »

Que reste-t-il de ces huit années de Grand Paris consacrées à une exploration « projectuelle », nécessitant autant de distance que d'expérience physique de la dérive ? Si nos travaux ont été aussi obstinément consacrés à l'habitabilité de la ville compacte, c'est parce qu'ils ont été nourris de rencontres avec de (vrais) habitants, d'une tentative d'épuisement du « terrain » et d'immersion méthodique dans le territoire et le « déjà-là ». Nos propositions convoquent ainsi directement cette relation personnelle, située, intime, perceptive et sensorielle avec le Grand Paris du « réel » et des idéaux. Pour proposer une représentation partageable et donc un projet de Grand Paris, il fallait accepter la découverte, l'aventure, qu'aucune planification, aucun supercalculateur, ou tracé de métro automatique, ne peuvent traduire et réduire.

C'est pourquoi il était important de visiter les appartements aux jardins suspendus des Étoiles d'Ivry ou d'échanger avec les habitants fiers de leur maison « TC king 1946 », dans la cité expérimentale de Noisy et de voir ainsi le grand depuis le petit. Et si l'on défend l'idée que la ville puisse être construite sur elle-même, il fallait également l'arpenter en dessous, et sens dessus- dessous, par tous moyens, jusqu'à s'y perdre lorsque l'on emprunte les escaliers lumineux et les couloirs tortueux qui mènent secrètement aux toits plantés d'Agro Paris tech.

Escalader les dunes d'Achères, se déplacer sur la Seine, d'Austerlitz à Conflans, franchir les écluses au moment même où elles apparaissent dans les images de « L'étude sur Paris » qu'André Sauvage proposait en 1928... et se remémorer ces plans-séquences alors que ces jours-ci, le fleuve déborde : autant d'analepses d'un grand récit métropolitain... Comme entrer par inadvertance dans un chantier naval, revenir et sentir l'odeur des BBQ le lundi après-midi près du fleuve, grimper vers la fragile colline de l'Hautil, contempler les paysages automobiles de Poissy, la plaine maraîchère interdite, et le grand port à venir.

Pour comprendre et imaginer ce Grand Paris moins idéal que porteur d'idéaux, Il fallait basculer vers les bourgs-à-déjeuners de Roissy et les

pré-verdissements du grand Est, saluer le grand cèdre de la RN3, s'arrêter au bord d'une route derrière Disney ; grimper sur les collines de Bagnolet au niveau des barres et au dessus des « hutongs ». Aller à Montfermeil, à Drancy, voir Perret au Raincy... Se promener aux pieds du grand mur rouge de la « cité interdite » de Chinagora, entre les eaux de la Seine et la Marne... Aller de Choisy au pont de Port-à-l'Anglais en longeant le chemin de fer près du fleuve, s'émerveiller de voir un héron pêcher. Pousser les portes au cœur des longs ilots de Montreuil, surplomber le fleuve mécanique du périphérique depuis ses remblais plantés de pommiers...

Mais il fallait aussi expliquer, comparer, discuter, chercher, repérer, dessiner, calculer, compter, mesurer, rencontrer, interroger, et montrer comment ce « monstre de mocheness » (selon l'expression de Winy Maas pour qualifier ce qui entoure Paris) pourrait être durablement transformé, pour être plus confortable, plus accueillant, plus compact, plus intense, plus solidaire... Pendant huit ans, nous n'avons pas attendu le « Grand huit » du Grand Paris Express, la supergouvernance et le cortège des réinventions pour penser une métropole ouverte qui se réconcilie avec son fleuve, et qui loge dignement tous ses habitants.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





FRANÇOIS LECLERCQ

Architecte - Urbaniste

Mandataire de l'équipe Agence Francois Leclercq /

Ateliers Lion & Associés / Agence Marc Mimram

Il y a huit ans naissait un Grand Huit, projet de transport souterrain aussi mythifié que critiqué, tant pour son parcours aveugle que pour son financement hypothétique, du moins conséquent, dans un moment de restriction. Le temps a passé et on ne peut que constater la construction quotidienne de la métropole, par de multiples actions plus ou moins concertées. Le Grand Huit en aura été l'élément déclencheur, par action ou réaction.

En effet, les villes concernées par son passage se sont accaparées du sujet, les relations entre voisins ont changé de ton, des Contrats de Développement Territorial ont scellé des alliances pour orienter vers des territoires plus efficaces, plus lisibles... aujourd'hui on dit même qu'Issy-les-Moulineaux veut épouser Boulogne-Billancourt! Des projets à toutes échelles se développent, parfois issus des promesses des clusters de 2008, comme à Marne la Vallée, sur le Plateau de Saclay ou encore à Roissy, où des projets pharaoniques et optimistes aspirent à voir le jour. Et bien sûr, les tunneliers du métro rentrent en action, dans une fanfare de grandes promesses d'aménagement et de hub réinventés. Même les Jeux Olympiques de 2024 viennent s'inscrire dans cette histoire et devraient signifier encore davantage la consistance du Grand Paris capable de marier le très riche 7e arrondissement et le prometteur 93.

Si la métropole institutionnelle consacre la zone dense issue des territoires desservis par le Grand Paris Express, la métropole réelle s'invente en permanence, au-delà des limites pré supposées issue de la logique du Grand Huit fondateur.

L'Atelier International du Grand Paris l'a largement démontré, la complexité des métropoles ne peut se contenter d'un périmètre classique fondé sur une augmentation concentrique du Paris intra-muros. La Métropole du Grand Paris est née dans un contexte de débats infinis quant à la pertinence de sa limite, les faits sont néanmoins éloquentes : le Grand Paris se construit en faisant fi des frontières administratives. Félicitons-nous de ce foisonnement et assurons-nous des moyens de construire l'assise démocratique de la métropole, couche administrative supplémentaire dont la connaissance

et la compréhension par les grands parisiens semble très lointaine. L'aspiration et la légitimité des habitants du Grand Paris à prendre des décisions est réelle, il s'agit donc de penser le mécanisme adéquat pour les faire entrer dans la réalité métropolitaine. Après le temps éminemment administratif de l'installation, comment inventer un nouveau mode de fonctionnement plus ouvert et plus à même d'intégrer les désirs de la société civile ?

Dès lors, le vrai projet du Grand Paris réside désormais dans l'invention démocratique d'une métropole aux contours nécessairement flous.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





PIERRE ALAIN TRÉVELO

Architecte - Urbaniste

Membre de l'équipe TVK Trévelo et Viger-Kohler /

Acadie / Güller Güller / Bas Smets

Le Grand Paris ou une autre conquête de la Frontière

«C'est que la patrouille aux confins exige beaucoup d'astuce. Et de discernement. C'est au jointif, aux interfaces, que l'on trouve les plus débrouillards. Les villes frontière font lever la lourde pâte : Tanger, Trieste, Salonique, Alexandrie, Istanbul. Accueillantes aux créateurs et aux entrepreneurs. Aux passeurs de drogues et d'idées. Aux accélérateurs de flux. »

Régis Debray, Éloge des frontières

La limite n'est pas la frontière. Elles sont opposées. L'une sépare, l'autre relie. L'une divise, l'autre organise et stimule les échanges. L'histoire du Grand Paris moderne a commencé en 1860 avec Napoléon III et le baron Haussmann par la création d'une limite, la limite administrative de Paris, qui existe toujours. Puis le temps et les hommes en ont fait une frontière. C'est une épaisseur, la couronne parisienne, qui a une existence et une définition propres : un espace clairement lisible, une périphérie – la ville du Périphérique – : un grand espace ouvert métropolitain. Malgré la permanence de la limite administrative et l'effet de coupure, la couronne est devenue un vecteur de réinvention et d'interactions entre les parties de la mégapole parisienne.

La dernière saison du Grand Paris a engendré la MGP (la Métropole) et la SGP (le nouveau Métro). Ces deux décisions font exister, à l'intérieur de la limite administrative de la Métropole, une entité urbaine claire : la zone dense du Grand Paris au sein duquel circulera bientôt un maillage dense de transport en commun lourds – la ville du Métro. À l'image du premier Grand Paris de 1860, le Grand Paris de 2015 avance par la limite, la relation centre-périphérie et la définition d'un dedans et d'un dehors. D'ailleurs, les communes proches mais à l'extérieur de cette limite sont d'ores et déjà des communes « limitrophes » de la Métropole.

Au sujet de cette limite, de nombreuses voix se sont élevées pour montrer les dangers, voire pour prophétiser le pire. Mais le pire serait que cette limite ne sache pas devenir une frontière, qu'elle ne puisse pas engendrer

un flux, un échange, une créativité, qu'elle ne fasse pas émerger un nouveau chapitre dans la longue et stimulante histoire de la culture des frontières urbaines. Car les frontières ont toujours vivifié les interactions entre les parties et ainsi augmenté la robustesse d'un territoire global.

Quels seront les effets de la nouvelle division que le Métro et la Métropole vont installer dans le Grand Paris? La question la plus vive, à la fois cruciale et prometteuse, est sans doute celle-ci. A la différence de la couronne parisienne, cette division ne correspond pas aujourd'hui à un espace clairement identifié. Sans cette structure spatiale, comment faire que cette limite devienne une frontière? Le travail, enthousiasmant, à mener, est d'imaginer les nouvelles interactions que pourra générer la frontière? Interactions qui devront être à même de concerner et d'inclure l'ensemble de l'agglomération parisienne, le Grand Paris effectif.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





PAUL CHEMETOV

Architecte - Urbaniste
Co-président du conseil scientifique
de la consultation de 2008

La métropole parisienne aujourd'hui c'est un noyau dense qui concentre le cinquième de la population sur 1% du territoire, une première couronne sur un territoire six fois plus grand et le tiers de la population, enfin la grande couronne ou presque la moitié de la population occupe plus de 9/10^e du territoire.

Il faut accepter l'idée que les limites n'existent pas dans une telle situation et que le plan masse, fut-il haussmannien ne peut régler la vie d'un patchwork dans lequel les terres agricoles et les forêts doivent garder leur place et enfin comment expliquer que l'aéroport de Roissy soit hors la métropole? Pour garder à la France – dont la population n'atteint pas aujourd'hui le centième de l'humanité – son exception capitale: Paris ville monde au même titre que Londres, New-York ou Tokyo, il faut quelques conditions.

Nicolas Sarkozy parlait de 70 000 logements par an pour une métropole qu'il s'obstinait à nommer Grand Paris. On en est loin, mais il faut tout de même se souvenir qu'à la fin des Trente Glorieuses, la France construisait plus de 500 000 logements par an. On en est loin. L'investissement que Paul Delouvrier obtenait pour les villes nouvelles, les autoroutes et le RER n'a pas eu de suite. Depuis 30 ans, nous sommes en panne en ce domaine, et cela se voit. On comprend donc, dans une telle situation, que la presse et les citoyens soient désenchantés.

L'ancien département de la Seine a été rétabli alors qu'un réseau de transport maillé n'a pas donné au territoire de la métropole sa cohérence; car même dans un tissu distendu, il faut quand même gagner les bassins d'emploi, autrement qu'avec la seule option de la voiture individuelle.

Et non seulement la limite administrative extérieure a été rétablie, mais de façon symbolique la demande de Nicolas Sarkozy s'accomplit sous nos yeux: ce qui fut hier l'enceinte de Thiais, puis le périphérique. Le TGI de Paris, la tour triangle d'Herzog et de Meuron et les tours de Jean Nouvel le balisent à nouveau.

Il appartient maintenant à la métropole de ne pas attendre 2030 ou 2050 pour achever le réseau des transports, mettre fin à la rareté et à la cherté des logements, trouver des formes de représentation politique d'une démocratie métropolitaine et faire de l'atelier international le lieu permanent du débat. L'atelier deviendrait-il une machine à commandes et non un laboratoire permanent? Car comment lui donner à une autre échelle et dans un autre temps l'autorité qu'eurent Tony Garnier ou Gustave Perret, rôle que la technocratie ne peut jouer, cela échappe, sans doute, à la déontologie habituelle, mais le concept de la métropole lui aussi échappe aux catégories habituelles.

Mais c'est aussi l'objet du débat d'aujourd'hui et de celui qui doit s'ouvrir et se prolonger. L'invention métropolitaine est à cette condition et à ce prix.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr



ÉLIZABETH DE PORTZAMPARC

Architecte - Urbaniste

Mandataire de l'équipe 2Portzamparc /

Élizabeth et Christian de Portzamparc

Lors de la première phase de l'AIGP, j'avais déjà souligné dans notre rapport l'importance des continuités métropolitaines au sol pour recoudre les liens sociaux au sein du «territoire émietté» du Grand Paris. Ce thème primordial a été repris aussi lors de la seconde phase : les «liens métropolitains» ont été illustrés par notre proposition de l'Axe Nord/Sud, le premier axe doux d'un futur maillage identitaire au sol, support de liens et créateur d'une identité métropolitaine, idées par ailleurs appliquées avec succès sur le tramway de Bordeaux Métropole.

Lors de cette seconde phase, nous avons surtout réfléchi aux nombreux défis que pose l'immense crise -environnementale et sociale- que nous traversons, défis particulièrement visibles dans les territoires métropolitains, en apportant des solutions concrètes pour combattre l'exclusion :

- à la pénurie et à l'inadéquation des logements, nous avons proposé des tours à faible coût, mixtes, flexibles et de qualité ;
- face au phénomène d'accélération des migrations et à l'aggravation du manque d'hébergement d'urgence, nous avons poursuivi les travaux que nous menons depuis 2004, basés sur une réflexion pluridisciplinaire et en concertation avec des associations spécialisées, pour établir un concept adéquat de logements préfabriqués. Ce concept est déclinable en plusieurs typologies capables de s'insérer immédiatement et en douceur dans des contextes variés.

Deux conditions sont aussi nécessaires au succès de ces actions :

- la qualité architecturale pour susciter l'adhésion de tous, riverains et utilisateurs ;
- l'implantation dans les territoires urbains centraux et bien équipés pour favoriser l'insertion des sans-logis et rompre ainsi le processus de marginalisation, car ces populations exclues de la société par leur statut de non-consommateurs sont aussi condamnées à une totale exclusion de la ville.

L'actuelle Biennale d'Architecture de Venise acte un tournant dans la conception de la ville et montre de nombreux exemples de démarches

soutenables utiles pour orienter la construction des métropoles. Son autre grand mérite est de mettre en lumière les travaux exemplaires d'un grand nombre d'actions émanant de collectifs citoyens et de nous montrer comment certaines d'entre elles ont été prises en compte et réalisées par certaines municipalités ayant compris l'intérêt d'intégrer ces propositions intelligentes et pragmatiques car issues des réalités de terrain. Huit ans après, la Métropole du Grand Paris a son premier tracé officiel, et sa gouvernance spécifique se met en place, en se heurtant aux nombreuses et complexes instances de gouvernance locales et régionales existantes, tout aussi émiettées que son territoire. Dans notre région, les politiques urbaines et de logement sont otages de cette complexité des pouvoirs. Face à l'inaction publique, de nombreux projets émanant des habitants tentent de voir le jour à travers des collectifs, en apportant des solutions architecturales et urbaines adéquates aux nombreuses réalités et défis contemporains. Comme le font déjà certaines grandes métropoles dans le monde, la prise en compte effective de ces mouvements sociaux par les instances métropolitaines est la condition pour réussir ensemble la construction réaliste d'un Grand Paris plus « soutenable ».



ATELIER
INTERNATIONAL
DU GRAND
PARIS

Palais de Tokyo
13 avenue du Président Wilson
75116 Paris



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr



CHRISTIAN DE PORTZAMPARC

Architecte - Urbaniste

Mandataire de l'équipe 2Portzamparc /

Élizabeth et Christian de Portzamparc

La ségrégation est la plaie du grand territoire métropolitain. Celui-ci fixe et renforce les inégalités, l'isolement. A la ville intégratrice et citoyenne s'oppose une ville séparatrice où la République n'est parfois pas respectée. Toutes les grandes périphéries se sont développées par enclavements multiples au long des tuyaux, des chemins de fer et des voies rapides qui coupent les territoires, additionnant les «secteurs», zones, camps, ces enclaves coincées entre les réseaux et desservis par une « bretelle » dédiée aux pavillons ou aux barres de HLM, ou bien aux plus pauvres ou aux plus riches, aux stockages ou aux bureaux, aux grandes surfaces commerciales ou aux loisirs etc.

Ce « zoning » avec ses enceintes, ses boucles et ses impasses fut théorisé à partir de la « mort de la rue » et prôné par les urbanistes après la Charte d'Athènes. Persuadé que l'auto et le train assureraient tout, on a rejeté la continuité évidente de la grille de rues et d'avenues qui de quartier en quartier, assure la continuité physique de la ville.

Obsédés par la distance et la vitesse mécanisée, il fut oublié que les rues et les avenues sont très loin d'être seulement des circulations faites pour se déplacer. Elles sont comme des « moteurs de recherche, des guides qui nous font connaître les adresses, et comprendre nos lieux pour les vivre à pied, à vélo, en voiture, et pour aller partout. Elles sont la base de cette fameuse « mixité » exigée sans cesse, elles conditionnent le commerce foncier et donc l'évolution possible des lieux. Grâce à elles, il est possible d'acheter et de revendre des petits morceaux de la ville, de transformer et faire muter les lieux. Elles sont les conditions premières de la ville démocratique ; et l'ADN de sa croissance ou de sa transformation.

Sans ce réseau les évolutions des quartiers s'orientent inéluctablement vers une même tendance observée sur toute la planète : privatisation ou ghettoïsation. Cela leur ôte beaucoup de valeur, la plasticité foncière est inenvisageable car rien ne pousse à transformer trois pavillons en un hôtel ou en grande pharmacie. La métropole est peu durable au sens premier qu'elle est peu transformable.

Au contraire de la rue, les voies rapides vont de point à point et nous permettent de sauter d'une gare, d'un parking, d'une enclave à une autre. Ce réseau de tuyaux coupe les territoires et ne produit pas la vie le long de leurs trajets.

L'arrivée du Grand Paris Express améliorera les dessertes de loin en loin, mais ne créera pas au sol cette vie continue des espaces publics sans laquelle il n'y a pas de «ville», de *Res Publica*.

Pour rendre accessibles et transformables ces quartiers, il faut que «tous les chemins mènent à Rome», que la visibilité et l'accessibilité soient en coïncidence.

Tout logement doit impérativement faire partie intégrante d'une forme de quartier mixte, accessible, placé dans un réseau de relations physiques. Or, les lieux où il est possible de construire ou d'agrandir de vrai quartier sont le plus souvent les plus isolés qui devraient muter mais qui restent figés, sans valeur parce qu'occupés, enclavés, bordés, non reliés. C'est pour cela qu'ils ne sont pas construits : l'adresse, la visibilité, les moyens d'agrandir y sont faibles.

Il faut rétablir et créer une structure multilinéaire de la métropole faite de lignes de déplacements non spécialisées, multi-transport, qui peuvent recevoir les bus et s'accompagner de lignes de tramway et relier les gares, les mairies et zones de friches à reconvertir.

C'est un projet stratégique de la ville au sol qu'il nous faut. Nous ne pouvons nous contenter d'une série de «places» devant les gares. C'est pourquoi nous avons proposé à l'AIGP de cartographier les lignes agrégatives existantes ou d'en tisser de nouvelles, faire le grand Paris des avenues, une tapisserie qui recevra les espaces verts, les lieux remarquables, les cités, etc. C'est cet enchaînement des espaces de proximité dont a besoin l'animal humain.

C'est permettre de visualiser avec les élus de la métropole, les habitants de la région, les urbanistes et architectes, un «récit» de la ville qui active le marché foncier, et prépare l'accueil du logement dans des zones impropres aujourd'hui.



Tribunes publiées dans *Libération* dans le cadre du débat du 17 juin 2016 «Le Grand Paris, 8 ans après» www.liberation.fr



DOMINIQUE PERRAULT

Architecte - Urbaniste,
Professeur à l'École Polytechnique Fédérale
de Lausanne
Mandataire de l'équipe DPA Dominique Perrault
Architecture, aux côtés d'Une Fabrique de la Ville

« Grand » Paris & Paris « Métropole »

La métropole n'a pas attendu d'être officialisée pour exister. Nous, grand-parisiens, sommes tous des métropolitains de fait depuis des décennies. C'est donc autour et à partir de cette réalité qu'une pensée de la métropole doit être construite.

Or cela ne va pas de soi. Au début des années 2000, institutions et experts ont été pris de court par cette lame de fond sociologique qui sort de tous les cadres usuels de lecture de la ville et évolue plus vite que nos outils d'analyse. C'est donc avec un certain retard que l'on commence à étudier, à comprendre et à nommer ce phénomène global. L'AIGP aura été un lieu à la pointe de l'exploration du fait métropolitain, croisant dans un espace libéré des intérêts politiques les regards d'experts d'origines diverses pour mieux comprendre la richesse et la complexité de cette substance urbaine.

Faute de vocable formel établi pour parler de la métropole, les conseils scientifiques de l'AIGP sonnaient pour nos auditeurs comme des foires à la métaphore, où l'on parlait médecine, informatique, économie, politique, mécanique quantique même, mais curieusement assez peu architecture. Heureusement, là où nos prédécesseurs des années 60-70 s'inspiraient du formalisme scientifique pour créer des modèles urbains réducteurs, nous avons la chance de vivre à l'ère de l'internet et du big data, une ère où la complexité n'est plus une barrière mais un objectif du savoir. Au-delà du simple modèle, les externalités, exceptions et couches limites sont devenues la règle, si bien que les architectes, urbanistes, sociologues, économistes et autres confrères issus des « sciences molles » ont pu retrouver, grâce à l'AIGP, un rôle de premier ordre dans l'analyse du réel.

Malgré cette ambiance érudite, l'AIGP n'est pas un laboratoire de recherche et ses moyens ne sauraient rivaliser avec ceux de l'Apur ou de l'IAU, mais son positionnement libre et son approche collective au plus près des habitants et « passagers » du Grand Paris lui auront pourtant permis de tourner une page dans notre manière d'appréhender le fait métropolitain.

Là où les centres de recherches analysent prioritairement des enjeux majeurs, l'AIGP a su décrypter les signaux faibles que forment ces insignifiants changements dans nos habitudes quotidiennes et nos usages. Nouveau rapport à l'habitat, à l'économie, à l'énergie, aux transports, à la culture, à la politique, aux services, au paysage, au sol et au sous-sol augurent des changements sociétaux d'ampleur dans les années à venir, qui impacteront toutes les échelles de la gouvernance territoriale. C'est là que je perçois le meilleur des rôles possibles pour l'AIGP au lendemain de l'officialisation de la métropole du Grand Paris: celui d'un Conseil capable préserver cette liberté de pensée et de parole devant les enjeux métropolitains tout en soutenant la qualité du débat public.



ATELIER
INTERNATIONAL
DU GRAND
PARIS

Palais de Tokyo
13 avenue du Président Wilson
75116 Paris



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
«Le Grand Paris, 8 ans après»
www.liberation.fr



DANIEL BEHAR

Géographe,
Professeur à l'École d'Urbanisme de Paris

Associé à Christian de Portzamparc en 2008
Membre de l'équipe TVK Trévelo et Viger-Kohler /
Acadie / Güller Güller / Bas Smets

Grand Paris en chantier : questions à débattre

En 2008, le projet du Grand Paris est lancé en plaçant très haut la barre. La consultation internationale explore les enjeux inédits posés par la question métropolitaine en combinant le « dire » (une ville sans limite jusqu'à la mer, fonctionnant en rhizomes...) et le « faire » (ici le déplacement des gares parisiennes sur le périphérique, là une forêt d'un million d'arbres à Roissy...). Huit ans après, à l'aune de cette ambition, les engagements paraissent bien modestes : d'un côté une gouvernance fragmentée par l'addition d'une institution métropolitaine étriquée sur tous les plans (périmètre, compétences...) et de l'autre une infrastructure lourde de transports comme dans les trente Glorieuses ! D'aucuns – bien souvent des architectes nostalgiques de leurs relations au Prince – y voient la marque de l'absence d'un pilote et d'un grand dessein. C'est en réalité mal connaître les dynamiques de changement qui font le propre des situations métropolitaines contemporaines.

Derrière la création de la Métropole du Grand Paris se cache la véritable mutation politique : la couverture intercommunale exhaustive du Grand Paris selon une maille de 3 à 400 000 habitants en moyenne.

Et ce changement d'échelle de la gouvernance locale conduit les élus à changer de perspective. Partout la même question est à l'ordre du jour : comment chacun de ces morceaux de métropole affirme sa singularité tout en composant avec ses voisins ?

Quant au projet de métro, ce n'est pas qu'un moyen de transports. Une société mobile, très réactive comme l'est la société métropolitaine n'attend pas son ouverture à partir de 2025 pour anticiper ses effets et changer la physionomie des territoires métropolitains. Pendant que les acteurs publics se focalisent sur l'aménagement des futurs quartiers de gares, les ménages ou les entreprises ouvrent davantage le jeu et s'intéressent à des territoires plus discrets, jusqu'à présent hors marché.

Enfin, derrière la dimension très « marketing » de l'opération « Réinventer Paris » et maintenant de celle des « hubs du Grand Paris », les politiques sont en train de prendre acte de l'épuisement du modèle français

d'aménagement, séquençant la production urbaine entre la planification et la programmation pilotées par les pouvoirs publics et la réalisation en aval confiée au privé. C'est une dynamique de décloisonnement radical des rôles et des modes de faire qui est amorcée.

Parce que le chantier de transformation du Grand Paris est ainsi pleinement engagé, ce sont des questions nouvelles qui doivent maintenant structurer le débat public, mobiliser chercheurs, acteurs et citoyens.

Si la gouvernance métropolitaine se transforme vers le «en plus grand», doit-elle se limiter à une politique des affaires étrangères où chaque territoire cherche à réguler ses rapports de concurrence et de complémentarité avec ses voisins? Comment maintenant aborder les transformations de la gestion urbaine, au sein de chaque territoire, rendues indispensables par les mutations des modes de vie des métropolitains? Comment passer d'une politique de gestion de «bassins de vie» locaux à la prise en compte d'un fonctionnement en archipels, des entreprises et des ménages métropolitains?

Si le métro a d'ores et déjà des effets de transformation des territoires du Grand Paris, qu'advient-il lors de sa mise en service? Les impacts ne seront-ils pas alors différents des prévisions actuelles? Par exemple quand on sait que l'amélioration des déplacements au quotidien qu'il va provoquer, induira mécaniquement une réduction de la mobilité résidentielle, c'est-à-dire des besoins de déménagement.

Enfin si de Réinventer Paris à Réinventer la Seine, la mutation des modes de production urbaine est engagée, celle-ci ne peut faire l'économie du changement d'échelle: comment passer de la transformation des lieux à celle des interdépendances et des systèmes constitutifs du fait métropolitain?

Le Grand Paris est en chantier. La pensée métropolitaine doit l'être aussi.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
«Le Grand Paris, 8 ans après»
www.liberation.fr





MICHEL LUSSAULT

Géographe,
Professeur des universités
(université de Lyon - ENS de Lyon)
Co-président du conseil scientifique
de la consultation de 2008

Illusions perdues

J'ai coprésidé avec Paul Chemetov le conseil scientifique de l'opération «Un pari pour le grand Paris» –un engagement d'une année, clos par l'exposition Le grand Pari(s) organisée à la Cité de l'architecture et du patrimoine du 30 avril au 22 novembre 2009. Cette période me paraît aujourd'hui si éloignée qu'il m'est presque difficile d'y songer. L'effet d'éloignement procède sans doute de la «douche froide» qui a suivi la fin du travail collectif. Je m'explique. Nous avons au conseil scientifique tenu une ligne directrice simple – et un peu iconoclaste : considérer l'ensemble du processus avant tout comme une démarche de recherche-action destinée à donner une intelligibilité renouvelée de la mégapole, travaillée en profondeur par l'urbanisation mondiale, et non comme une démarche habituelle de projet.

C'est après avoir vérifié la portée et la pertinence de cet objectif que nous formulâmes 3 recommandations à l'État : **1.** Poursuivre la réflexion dans le cadre d'un atelier du grand Paris, qui aurait pu ouvrir le travail d'intelligence collective à d'autres partenaires, notamment des représentants de ces parisiens qui font chaque jour, bon an mal an, l'expérience concrète de la mégapole et de ses problèmes. **2.** Ne pas se lancer dans une politique de «grands travaux» régaliens spectaculaires, censés pouvoir régler les problèmes, et d'attribution subséquente de lots aux équipes. **3.** Ne pas privilégier une approche purement politicienne de la réflexion sur les formes que pourrait prendre un nouveau gouvernement urbain grand-parisien.

La naïveté de notre plaidoyer ne résista pas longtemps à l'épreuve des faits. Le conseil scientifique et ses deux co-présidents ont d'abord été rapidement éconduits, sans même une once de courtoisie. L'atelier international (AIGP) fut de suite créé comme une machine à commandes et non comme un laboratoire permanent. Dans le même temps, on comprit vite que l'essentiel allait être de construire les nouvelles lignes de métro et de valoriser le foncier connexe aux gares. La mise en place de la Société du grand Paris, la découpe d'opération pour des études et projets affectés d'abord aux agences ayant participé au « pari », puis à quelques

autres destinataires de lots de consolation, les luttes intestines entre collectivités locales et opérateurs urbanistiques et immobiliers pour obtenir une part de gâteau, tout cela s'éloigna du grand projet d'intérêt général auquel nous aspirions. Enfin, la mise en place difficile d'une métropole minimaliste peut être considérée comme une opportunité gâchée de renouer le pacte politique entre les élus et les habitants – qui attendent toujours qu'on prenne vraiment en considération leurs paroles et leurs besoins.

Alors oui, on peut être triste devant ce grand cadavre à la renverse qu'est devenu le grand Paris et de la disparition de l'idée et de l'espoir d'une autre manière de penser et gouverner cette région urbaine sans pareille.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





DOMINIQUE ALBA

Architecte,

Directrice générale de l'APUR

Membre du conseil scientifique de la consultation
de 2008

L'AIGP, 8 ans plus tard que reste-il ?

Pari(s) gagnés, pari(s) perdus, nouveaux pari(s) ?

La consultation internationale lancée en 2008 devait en toute logique désigner 1, 2, 3 lauréats ou établir un classement ; elle a donné naissance à un « atelier » ce qui fut à la fois une première et une très bonne chose. L'atelier international du grand paris créé en 2009 s'est organisé comme lieu d'échange, de travaux collectifs et de débats animés par plus de 500 professionnels réunis autour des équipes invitées lors de la consultation et recomposées suite au renouvellement du conseil scientifique en 2011.

Pari(s) gagnés, des images, des mots qui ont transformé l'approche du projet urbain et l'analyse des territoires, la ville poreuse, la ville légère, réconcilier la tête et son corps, tramer, relier, mailler, aller jusqu'à la mer, se reconnaître, s'identifier, se renouveler...

Les grands thèmes mis en avant par les équipes de la consultation pour le grand pari(s) de la ville post Kyoto (voir la petite synthèse publiée par l'Apur) ont contribué à la redéfinition des grands projets pour l'avenir du cœur de l'agglomération parisienne ; le grand huit a laissé place au plan de mobilisation pour le transport, chaque habitant sera demain à moins de 2km d'une gare, les clusters se sont effacés derrière la métropole des projets, et mille bonheurs se réalisent chaque jour à l'initiative des habitants. Face aux pari(s) gagnés, d'autres restent inachevés. La tapisserie attend sur la planche à dessin, et les clefs n'ont pas ouvert de portes. Pari(s) perdus sans doute, ou nouveaux processus urbains ?

La question est ouverte et les exemples sont nombreux : réinventer Paris, réinventer la Seine, l'arc de l'innovation...

Et la Métropole du Grand Paris, installée le 1^{er} janvier 2016, entend bien inventer à son tour.

Aux côtés de ces grands projets, d'autres actions se mettent en place, portées par les économies circulaires, collaboratives, sociales et soli-

daires sans oublier les plates formes de crowfounding urbain et les actions financées par les budgets participatifs. D'autres questions se posent : la ville demain aura-t-elle besoin de nouveaux mètres carrés ou à l'instar de ce qui se passe avec les voitures, allons-nous les utiliser et les partager davantage ? Quel sera l'avenir de l'espace de travail et son lien avec l'habitat ? Comment vont se transformer les services urbains, comment la ville peut-elle être nourricière ? Qui agit, les usagers, les professionnels, les politiques, le public, le privé ? Comment doivent évoluer nos cadres et règlements ? Comment être plus rapides, plus souples, plus légers, attentifs, économes voire frugaux ?

Beaucoup de questions mais aussi beaucoup de réponses comme en témoignent les exemples présentés dans le documentaire «Demain» qui filme un monde qui se construit à côté, avec des rues potagères, des économies en circuit court, des usines autonomes. Demain s'invente partout, alors faut-il un lieu ? Toujours pour témoigner, raconter, mais pour inventer ? Rien n'est moins sûr, alors l'AIGP aussi pourrait-il faire un pas de côté, se repenser comme un incubateur, s'inspirer d'autres modèles, mais se transformer pour réussir des nouveaux pari(s).



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





JEAN-MICHEL DAQUIN

Président de l'ordre des architectes
d'Île-de-France

Grand Paris : « Les architectes sont des passeurs vers les citoyens »

Où en est le Grand Paris 8 ans après le début du projet ? C'est la question à laquelle tenteront de répondre des acteurs de l'urbanisme lors d'un après-midi de débats organisé par l'atelier international du Grand Paris (inscrivez-vous ici). Jean-Michel Daquin, président de l'ordre des architectes d'Île-de-France, introduira cette journée d'échange.

En 2008, la consultation puis l'Atelier international du Grand Paris (AIGP) ont ouvert un espace de réflexion, de recherche et d'innovation. Ils ont relancé une pensée sur la ville, sur les nouvelles façons d'habiter. Ils ont initié un processus ouvert, prenant en compte toute la complexité de la métropole. Nous sommes aujourd'hui à une nouvelle étape : il y a un immense besoin d'ouvrir ces ateliers au grand public et aux élus, afin que la richesse des contributions se retrouve dans les décisions.

La métropole du Grand Paris c'est dans un avenir assez proche un nouveau métro, des gares, des projets structurants qui vont agir sur les territoires et contribuer à son rayonnement. Mais comment peut s'incarner la métropole, de façon diffuse, dans les villes, les quartiers et le quotidien des habitants ?

L'architecture, de la petite à la grande échelle, est un vecteur essentiel pour construire une identité métropolitaine. Elle porte aujourd'hui des valeurs qui vont au-delà de la seule esthétique. Grâce à l'évolutivité dans l'habitat, la réversibilité des bâtiments et à de nouveaux modes constructifs, elle peut accompagner l'évolution des modes de vie, notamment en apportant des réponses innovantes et globales aux exigences de la transition énergétique.

L'importance de l'expertise des architectes

En huit ans les équipes du grand Paris ont construit une expertise essentielle sur de multiples thématiques métropolitaines. La question posée à ce jour est celle du partage de ces expertises pour aboutir à la montée en compétence de tous les acteurs de l'aménagement. L'ordre des architectes porte sa propre responsabilité pour accompagner ce mouvement, en impulsant la formation des architectes, la structuration des agences et la diffusion de la culture architecturale auprès du grand public.

Les architectes sont des passeurs vers les citoyens et peuvent contribuer à diffuser une culture commune à travers leur activité professionnelle et bien sûr en tant que citoyens eux-mêmes.

Lutter contre les inégalités

Comment passer à une métropole moins inégalitaire et plus équitable? C'est la question posée par l'AIGP. Cette réflexion passe d'abord par la péréquation de nouveaux équilibres sociaux et économiques et ensuite par la recrudescence des efforts pour aménager des territoires encore trop nombreux à être délaissés.

A l'intérieur du Grand Paris et en Île-de-France, l'architecture, l'espace public et le paysage, sont des forces qui contribuent à réduire les inégalités territoriales et qui garantissent l'attractivité économique, surtout dans le secteur touristique. Toutefois, pour faire valoir ces atouts, il nous faut prendre à bras-le-corps le projet métropolitain et construire un patrimoine de qualité sur l'ensemble de la zone.

En conclusion, il faut poursuivre ensemble ce projet, sans abandonner notre réflexion, qui s'inscrit dans le temps long qu'est la construction de la ville. Et avec l'arrivée des compétences en aménagement de la métropole du Grand Paris, il faut plus que jamais mettre en avant nos exigences de qualité et d'innovation.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr





SIMON RONAI

Géographe,

Directeur du bureau d'études ORGECO

Membre de l'équipe Antoine Grumbach et Associés

Mais oui la métropole se fait, mais ce sont les maires qui la font...

Après l'avoir démembré en 1964, l'État a tenté depuis 2008 de réorganiser la gouvernance du Grand Paris contre l'opposition d'un grand nombre d'élus. Aujourd'hui que la métropole est créée et commence d'exister, toutes sortes de points de vue désenchantés ou critiques s'expriment regrettant la lumière du moment «Chailot» et la posture classique et flatteuse du roi entouré de ses architectes favoris iconiques et visionnaires.

Après des années de controverses et de compromis qui transcendaient la vision binaire du conflit gauche/droite, il nous faut identifier ce qui a changé. L'utopie de la métropole intégrée rassemblée derrière un seul pilote a vécu. Face aux dynamiques contradictoires de la métropolisation, la recherche du mégaplan d'aménagement achevé et totalisant est vaine. Cette approche volontariste et nostalgique est mise à mal par la mutation économique, la crise des finances publiques, le choc des échelles et des fractures territoriales et sociales. Dans un monde ouvert et incertain, qu'on l'accepte ou non, le simple principe de gestion commune pragmatique des affaires courantes techniques et complexes s'est imposé, là où le grand public ne veut voir qu'un dispositif inintelligible sorte d'ovni venu de nulle part.

Alors qu'il y a seulement 5 ans le simple mot « Grand Paris » était tabou, un surgissement de nouveaux acteurs consacre le bouillonnement d'initiatives qui fabriquent déjà le Grand Paris de demain. Là où certains déploraient le vide et l'immobilisme, aujourd'hui c'est plutôt le trop plein : Société du Grand Paris pour construire le nouveau métro et les quartiers de gares, Grand Paris Aménagement pour combler le déficit de logements, Paris Métropole pour continuer de débattre entre élus de la grande et la petite couronne, et Métropole du Grand Paris pour poser quelques principes partagés et produire la stratégie d'échelle métropolitaine. Ajoutons que même la Région Ile-de-France qui feignait d'ignorer la question revendique désormais de se confondre avec la Métropole parisienne.

Aucune ville monde ne dispose du mode de gouvernance parfait et reproductible, chacune a inventé sa propre trajectoire pour affronter les grandes questions : globalisation, compétition fragmentation, cohé-

sion sociale, insécurité, efficacité, mobilité, centralité, foncier, attractivité, croissance, emploi, environnement, rapports public/privé... Force est d'admettre qu'ici et maintenant les 131 maires ont pris les commandes adossés à la densité du maillage communal et à leur légitimité électorale. Redevenus incontournables au sein d'une assemblée politique inédite depuis l'éclatement des 80 communes du département de la Seine, ils vont devoir éclaircir progressivement leurs impensés ambigus pour donner sens et réguler une métropole en chantier, cosmopolite, productive et inégalitaire.



ATELIER
INTERNATIONAL
DU GRAND
PARIS

Palais de Tokyo
13 avenue du Président Wilson
75116 Paris



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr



PAOLA VIGANÒ

Architecte urbaniste

Membre de l'équipe Studio_015 Bernardo Secchi et Paola Viganò

Dans ce moment de bilan sur l'activité de l'AIGP et de transition institutionnelle, politique et sociale de la métropole, nous revenons sur les trois hypothèses qui guident notre travail sur l'agglomération parisienne et que nous avons investiguées dans les territoires du Grand Paris.

Hypothèses

La première hypothèse, « risque et changement climatique comme catalyseurs », invite à explorer les nouvelles relations, dans l'espace concret de la ville, entre sujets, activités, horizons disciplinaires, territoires. La réponse aux risques et au changement climatique ne pourra pas être purement technique ou pire technocratique. Elle ne pourra pas non plus être sectorielle et elle remettra en discussion les relations entre les choses, les individus, les lieux.

La deuxième hypothèse « 100 % recyclage et NOcar » postule que seule une approche plus radicale pourra définir un nouveau projet de transition (énergétique, sociale et politique) capable de concilier les stratégies d'atténuation (des impacts du changement climatique) et d'adaptation (au changement climatique). L'amélioration des performances énergétiques du bâti existant, comme nous le soutenons depuis 2008, ainsi que les nouvelles modalités de déplacement et d'organisation territoriale sont la seule possibilité de modifier drastiquement les consommations et les émissions. Valoriser l'énergie grise et améliorer les performances énergétique sont l'occasion pour repenser la ville existante, les porosités qui s'ouvrent dans les tissus (dans les plaques tertiaires vieillissantes, dans les zones d'activités à repenser, dans les quartiers à requalifier...).

La troisième hypothèse soutient que le projet aussi traverse de nouveaux contextes et pratiques. Les territoires de l'urbanisme se trouvent et s'en trouveront modifiés.

Grands Paris : territoires servants

Les territoires du Grand Paris avec lesquels et dans lesquels les trois hypothèses prennent consistance sont de deux types. Le premier concerne les territoires servants de la métropole : les territoires industriels, souvent pollués, à risque d'inondation, bruyants car traversés par de grands flux, frag-

mentés par les infrastructures, enclavés, pauvres, à proximité des services métropolitains comme les stations d'épuration ou de production d'énergie... Ce sont nos territoires de projet, au nord, nord-est et au sud de Paris ; à propos de résilience et résistance le long de la Seine, et à propos de l'injustice spatiale et environnementale, de la nécessité de continuités dans le nord de l'agglomération parisienne.

Grands Paris : traversées

Les traversées du Grand Paris proposent un projet à plusieurs échelles et multicouches ; d'espace public, de continuité et de connectivité, de mobilité douce et de TC, de recyclage. Les traversées sont une hypothèse de support pour la métropole du Grand Paris et une nouvelle structure spatiale capable d'interpréter et de renforcer les relations entre les différentes parties de la métropole. Un projet d'horizontalité est le point de départ pour une réflexion sur la grammaire et la syntaxe de l'espace public du Grand Paris qui s'étend aux berges et aux ponts, aux parcs, aux trottoirs du Grand Paris.

C'est une prise de conscience collective qui est nécessaire pour traverser la transition et cela nous invite à chercher de nouvelles modalités de construction et de partage du projet. À travers des promenades publiques, des moments de débat, des ateliers, des workshops, des expositions non traditionnelles qui mêlent les acteurs et permettent une expression plus libre des ambitions et des désirs, nous avons essayé d'explorer une nouvelle façon de faire l'urbanisme. La transition est aussi un nouveau type de projet et un nouveau type d'urbanisme.



Tribunes publiées dans *Libération*
dans le cadre du débat du 17 juin 2016
« Le Grand Paris, 8 ans après »
www.liberation.fr

